

Commissions

Réforme fiscale

COMMISSION PARLEMENTAIRE MIXTE CHARGÉE DE LA RÉFORME FISCALE

Présidents : M. Carl Devlies et Mme Marie Arena (S)

➤ **LUNDI 21 OCTOBRE 2013**

Auditions de :

- M. Bruno Peeters, "Universiteit Antwerpen" ;
- M. Bruno Colmant, "Vlerick Management School";
- M. Frank Dierckx, "PWC";
- M. André Decoster, "KULeuven".

(Rapporteurs : MM. Rik Daems (S), Daniel Bacquelaine, Dirk Van der Maelen et Mme Vanessa Matz (S)).

- Les auditions ont été suivies d'un échange de vues.

Prochaine réunion : lundi 4 novembre 2013.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Prochaine réunion : mercredi 13 novembre 2013.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Présentation du rapport annuel 2012 du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, suivie d'un échange de vues sur la politique de retour avec :

- M. Dirk Van den Bulck, commissaire-général aux réfugiés et aux apatrides;
- M. Freddy Roosemont, directeur général de l'Office des Étrangers;
- Mme Els Keytsman, directrice de "Vluchtelingenwerk Vlaanderen";
- Mme Fred Mawet, directrice du CIRE (Coordonnées et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers);
- M. Alexis Deswaef, président de la Ligue des Droits de l'homme.

- Rapporteur : Mme Karin Temmerman (conformément l'art. 32, Rgt.)
- M. Dirk Van den Bulck a présenté les grandes lignes du rapport annuel 2012 du CGRA.
- La présentation de ce rapport a été suivie des exposés de Mmes Keytsman et Mawet et de MM. Roosemont et Deswaef sur la politique de retour.
- Les exposés ont été suivis d'un échange de vues.

Lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

- Actualisation du tableau relatif à la prise en considération des arrêts de la Cour constitutionnelle prononcés en 2012.
- Le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, a exposé l'état d'avancement.

Question d'actualité au gouvernement

➤ **MERCREDI 23 OCTOBRE 2013**

Ordre des travaux :

- Lettre de MM. Denis Ducarme et Daniel Bacquelaine concernant l'organisation d'une réunion commune avec la commission de la Défense nationale sur le plan stratégique pour la cybersécurité - Décision de la Conférence des Présidents;
- Lettre de Mme Muriel Gerkens relative à l'organisation d'une audition sur e-hr.
- Visite à Frontex.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

- Tableau relatif à la prise en considération des arrêts de la Cour constitutionnelle prononcés entre le 1er janvier et le 30 juin 2013.
- Actualisation du tableau relatif à la prise en considération des arrêts de la Cour constitutionnelle prononcés en 2011.
- Actualisation du tableau relatif à la prise en considération des arrêts de la Cour constitutionnelle prononcés en 2012.

- La lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif a été discutée.

Projet de loi portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, n° 2922/1. (art. 14 à 21).

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Bert Maertens, Juliette Boulet, Jean Marie Dedecker, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, en ce qui concerne la mention d'un divorce, n° 1916/1.
(Continuation, clôture et votes) (Rapporteur : M. Bruno Tuybens).

- La discussion des articles 14 à 21 a eu lieu.
- M. Maertens a demandé que sa proposition de loi n° 1916 soit disjointe du projet de loi n°2922.
- M. Arens et consorts ont déposé un amendement n° 2.
- Cet amendement et les articles 14 à 21 ont successivement été adoptés.
- La commission a également souscrit à une série de corrections légistiques.
- En dérogation à l'article 82 du Rgt, la commission a décidé de procéder immédiatement au vote de l'ensemble des articles du projet de loi (art 1er à 11 et 14 à 21).
- L'ensemble des articles a été adopté par 14 voix et une abstention.

Projet de loi modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, en ce qui concerne la surveillance dosimétrique, n° 2958/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Eric Thiébaud, Laurent Devin, André Frédéric) modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, n° 528/1.
- Rapporteur : M. Jenne De Potter.
- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances a présenté l'objet du projet de loi.
- M. Thiébaud a exposé les grandes lignes de la proposition de loi jointe.
- M. Thiébaud et consorts et Mme Duméry et M. Van Esbroeck ont déposé des amendements.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- L'amendement n°1 a été adopté.
- Les articles ont successivement été adoptés.
- En dérogation à l'article 82 du Règlement, la commission a décidé de procéder immédiatement au vote sur l'ensemble du projet de loi.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.
- Par conséquent la proposition de loi jointe n° 528 devient sans objet.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 5 novembre 2013.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Saint-Vincent-et-les-Grenadines en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 2975/1.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Commonwealth des Bahamas en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 2977/1.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Belize en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009 et à Belmopan le 29 décembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 2979/1.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Commonwealth de Dominique en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 26 février 2010 - Transmis par le Sénat, n° 2980/1.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Saint-Christophe-et-Nevis en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, et au Protocole, faits à Bruxelles le 18 décembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 2981/1.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Sainte-Lucie en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 2982/1.

- La commission a décidé de joindre ces projets de loi.
- Rapporteur : Mme Corinne De Permentier.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2975, ont successivement été adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2977, ont successivement été adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2979, ont successivement été adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2980, ont successivement été adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2981, ont successivement été adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2982, ont successivement été adoptés à l'unanimité.

Projet de loi portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 8 mars 2010, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Corée tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 29 août 1977, telle que modifiée par la Convention additionnelle signée à Bruxelles le 20 avril 1994 - Transmis par le Sénat, n° 2976/1.

Projet de loi portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 15 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Islande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 23 mai 2000 - Transmis par le Sénat, n° 2978/1.

- La commission a décidé de joindre ces projets de loi.
- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2976, ont successivement été adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2978, ont successivement été adoptés à l'unanimité.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les Etats du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et au Protocole d'application, faits à Bruxelles le 12 mai 2011 - Transmis par le Sénat, n° 2983/1.

- Rapporteur : M. Philippe Blanchart.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont successivement été adoptés à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 5 novembre 2013.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Projet de loi portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, n° 2922/1. (art. 22 et 23).

- Rapporteur : M. Bruno Van Grootenbrulle.
- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et secrétaire d'État à la Politique scientifique, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a fait un exposé introductif.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les articles ont successivement été adoptés, sans modification.
- L'ensemble des dispositions renvoyées à la commission, y compris quelques corrections techniques et linguistiques, a été adopté à l'unanimité.

Projet de loi modifiant l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et adaptant les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail qui concernent la déclaration préalable de l'enregistrement des présences concernant les chantiers temporaires ou mobiles, n° 3053/1.

- Rapporteur : M. Stefaan Vercaemer.
- La ministre de l'Emploi a fait un exposé introductif.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Mme Kitir et consorts a déposé un amendement.
- L'amendement et les articles, tels qu'amendés, ont successivement été adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82,1 du Règlement.
- Le projet de loi, y compris quelques corrections techniques et linguistiques, a été adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Discussion de la remarque C.1.9 du rapport 2011-2012 du Collège des Procureurs-généraux (article 37, § 2, de l'arrêté royal portant réglementation du chômage du 25 novembre 1991), renvoyé par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif, n° 1414/8.

- Mme Nahima Lanjri, MM. Vincent Sampaoli et Yvan Mayeur et Mme Zuhail Demir ont posé des questions.
- La ministre de l'Emploi a donné une explication au point de vue du gouvernement. La commission a pris acte de ce point de vue.

Projet de loi concernant la modification de la loi du 22 mars 2001 instituant une garantie de revenus aux personnes âgées, n° 2953/1.

- Rapporteur : Mme Meryame Kitir.
- Le vice-premier ministre et ministre des Pensions a fait un exposé introductif.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par MM. Gilkinet et De Vriendt et par Mme Wierinck et consorts.
- Les amendements n°s 1 et 2 ont été rejetés ; les amendements n°s 3 et 4 ont été adoptés.
- Les articles, tels qu'amendés, ont successivement été adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82,1 du Règlement. Le projet de loi a été, y compris quelques corrections techniques et linguistiques, adopté à l'unanimité.

➤ **MERCREDI 23 OCTOBRE 2013**

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 5 novembre 2013.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'agriculture, n° 3047/1. (art. 11 et 12).

- Rapporteur : M. Joseph George.
- La ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture a donné un exposé et a ensuite répondu aux questions de Mme Coudyser.
- La discussion a été clôturée.

- Les articles 11 et 12, ainsi que l'ensemble des dispositions renvoyées à la commission, a été adopté, sans modification et moyennant quelques corrections au texte, par 8 voix et 3 abstentions.

Questions d'actualité au gouvernement

Lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif : discussion des arrêts de la Cour constitutionnelle :

- arrêt n° 136/2011;
- arrêt n° 35/2012.

-Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a répondu aux remarques du Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant insertion du Livre XII, "Droit de l'économie électronique" dans le Code de droit économique, portant insertion des définitions propres au livre XII et des dispositions d'application de la loi propres au livre XII, dans les livres I et XV du Code de droit économique, n° 2963/1.
- Projet de loi portant insertion de l'article XII.5 dans le livre XII, "Droit de l'économie électronique" du Code de droit économique, n° 2964/1.

(Continuation) (Rapporteur : M. Joseph George).

- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a répondu aux questions de MM. Uyttersprot et Peter Dedecker.
- Les articles des deux projets de loi ont été adoptés.
- L'ensemble des deux projets de loi a été, moyennant quelques corrections techniques, adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, David Geerts, Joseph George, Karine Lalieux, Willem-Frederik Schiltz, Vincent Van Quickenborne, Valérie Warzée-Caverenne, Leen Dierick, Liesbeth Van der Auwera) modifiant la législation en ce qui concerne l'instauration du droit de l'économie électronique, n°s 2745/1 à 4.

Amendements du gouvernement.

Avis du Conseil d'État.

(Continuation) (Rapporteur : M. Joseph George).

- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a répondu aux questions de MM. Uyttersprot et Peter Dedecker.
- Un amendement a été déposé par M. Peter Dedecker.

- Les cinq amendements du gouvernement, ainsi que les articles amendés, ont été adoptés.
- L'amendement de M. Dedecker a été rejeté.
- L'ensemble de la proposition de loi a, moyennant quelques corrections au texte, et en dérogation à l'article 82,1 du Règlement de la Chambre, ensuite été adopté par 8 voix et 4 abstentions.

Projet de loi portant insertion du Livre XIII "Concertation", dans le Code de droit économique, n° 3002/1.

(Continuation) (Rapporteur : Mme Ann Vanheste).

- La discussion a été clôturée.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a répondu aux questions de MM. Uyttersprot et Peter Dedecker.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a, moyennant quelques corrections au texte, adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Projet de loi portant exécution du Règlement (UE) N° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la Directive 89/106/CEE du Conseil, et abrogeant diverses dispositions, n° 2988/1.

(Continuation) (Rapporteur : Mme Isabelle Emmery).

- La discussion a été clôturée.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a répondu aux questions de Mme Coudyser en a exposé les trois amendements du gouvernement.
- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.
- Les amendements du gouvernement et les articles, ainsi modifiés, ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé, a été, moyennant quelques corrections au texte, et en dérogation à l'article 82,1, du Règlement de la Chambre, adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Projet de loi portant insertion du livre VI "Pratiques du marché et protection du consommateur" dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre VI, et des dispositions d'application de la loi propres au livre VI, dans les livres I et XV du Code de droit économique, n° 3018/1.

- Rapporteur : M. Karel Uyttersprot.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant insertion du livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" dans le Code de droit économique, et portant insertion d'une définition et d'un régime de sanctions propres au livre XVII dans ce même code, n° 3019/1.
- Projet de loi portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique, n° 3020/1.

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a donné un exposé.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant insertion du livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" dans le Code de droit économique, et portant insertion d'une définition et d'un régime de sanctions propres au livre XVII dans ce même code, n° 3019/1.
- Projet de loi portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique, n° 3020/1.

- Rapporteur : Mme Leen Dierick.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a donné un exposé.

Prochaine réunion : mardi 5 novembre 2013.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Visite de la commission de l'Économie, du Budget et des Finances du Parlement de la République de Moldavie.

- Un échange de vues a eu lieu.
- MM. Georges Gilkinet et Christophe ont répondu aux questions des membres de la délégation.

Questions d'actualité au gouvernement

Prochaine réunion : mardi 5 novembre 2013.

Sous-commission « Sécurité nucléaire »

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Président : M. Willem-Frederik Schiltz

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

L'incident survenu sur le site de l'entreprise de traitement de déchets nucléaires Belgoprocess et l'impact de celui-ci sur le futur entreposage des déchets nucléaires.

Audition de :

- MM. Wim Van Laer, directeur général de Belgoprocess;
- M. Jean-Paul Minon, directeur général de l'ONDRAF;
- Mme. An Wertelaers, directrice des départements Établissements et déchets de l'AFCN ;

- M. Wim De Clercq, directeur de la production d'Electrabel.

- Rapporteur : Mme Muriel Gerkens.
- Les représentants des 4 organisations ont fait un exposé.
- Un échange de vues a ensuite eu lieu.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Debriefing par la ministre de la Justice sur le Conseil JAI du 7 octobre 2013.

- La ministre de la Justice a donné un exposé.
- Un échange de vues a eu lieu.

Projet de loi modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et modifiant l'article 76 du Code judiciaire en vue d'améliorer le statut de la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, n°s 2999/1 à 3..

Amendements de M. Van Hecke et consorts, Mme Van Cauter et le gouvernement.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Christian Brotcorne, Catherine Fonck) modifiant, en vue d'améliorer le statut de la victime dans la phase de l'exécution de la peine, la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, n°s 2433/1 à 3.
- Proposition de loi (Sophie De Wit, Koenraad Degroote, Daphné Dumery, Sarah Smeyers, Kristien Van Vaerenbergh) renforçant les conditions de la libération conditionnelle et améliorant le statut de la victime dans la procédure, n° 2718/1.

(Vote sur l'ensemble, art. 82 Rgt.). (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter).

- La commission a discuté la note de légistique et a souscrit aux remarques formulées par le Service Juridique, à l'exception de celle stipulées sous le point 6.
- La commission a souscrit unanimement au dépôt de nouveaux amendements.
- Les amendements n°s 13 à 24 ont été discutés et ont successivement été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé et corrigé sur le plan technique, a été adopté par 15 voix et 1 abstention.
- Par conséquent les propositions de loi jointes n°s 2433/1 et 2718/1 deviennent sans objet.

Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN "Personnes disparues"- Transmis par le Sénat, n° 2985/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.
- La ministre a exposé le projet de loi.
- La discussion générale a eu lieu.
- Le gouvernement a déposé un amendement global et un amendement modifiant l'intitulé.
- La commission a décidé que ces amendements serviraient de base pour la discussion.
- L'article 1^{er} du projet de loi et les articles 2 à 12 de l'amendement global ont été adoptés.

Projet de loi visant à modifier l'article 301 du Code civil et diverses dispositions en matière de régimes matrimoniaux, et en particulier en rapport avec l'assurance vie, les récompenses et les conséquences du divorce, n° 2998/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Sonja Becq et Sarah Smeyers).

- La présidente a communiqué que « AVOCATS.BE » émettra un avis écrit.
- La discussion générale a été entamée.

Questions d'actualité au gouvernement

➤ **MERCREDI 23 OCTOBRE 2013**

Lettre du 26 juillet 2013 du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif :

- discussion des arrêts prononcés par la Cour constitutionnelle entre le 1er janvier et le 30 juin 2013;
- les arrêts prononcés par la Cour constitutionnelle en 2011 et 2012 : actualisation du tableau de suivi.

- Les listes ont été parcourues et, si nécessaire, complétées.

Ordre des travaux :

- décision de la Conférence des Présidents du 15 octobre 2013 concernant une réunion commune sur la cybersécurité;
- propositions de loi prioritaires.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael, Mathias De Clercq) instaurant la surveillance électronique comme peine autonome, n°s 1042/1 et 2.

Amendement de Mme Van Cauter et consorts.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Sophie De Wit).

- La discussion générale a été entamée.

Prochaine réunion : mardi 5 novembre 2013.

Police

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE ET DE LA COMMISSION CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SÉCURITÉ (SÉNAT)

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Examen du rapport d'activités 2012 du Comité R et d'un rapport d'enquête commune des Comités P et R.

➤ **MARDI 22 OCTOBRE 2013**

Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 5 novembre 2013.

Sécurité alimentaire

GROUPE DE TRAVAIL « DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DU FONDS BELGE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE »

Président : M. Christophe Lacroix

➤ **MERCREDI 23 OCTOBRE 2013**

Réalisations Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) 2013.

Manuel de procédures et note stratégique.

Problèmes de coordination constatés dans les programmes du FBSA.

Discussion sur la mission du Groupe de travail FBSA au Burundi en novembre 2013.

- Après les exposés des fonctionnaires de la Cellule FBSA de l'SPF Affaires étrangères ils ont ensuite répondu aux questions de M. Christophe Lacroix et de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Maya Detiège

➤ **MERCREDI 23 OCTOBRE 2013**

L'exécution de la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non-conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales (partim : ostéopathie). (DOC 53 2644/005)

Exposé de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.

- Rapporteurs : Mme Valérie Warzée-Caverenne et M. Louis Ide (S).

- Après l'exposé de la ministre un échange de vues avec les membres a eu lieu.

Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'agriculture, n° 3047/1. (art. 1 à 10).

- Les articles ont successivement été adoptés.
- L'ensemble des articles renvoyés à la commission, y compris les corrections techniques et linguistiques, a été adopté à l'unanimité.

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de dispositifs médicaux, n° 3057/1.

Projet de loi modifiant les articles 33 et 35 de la loi du ... portant des dispositions diverses en matière de dispositifs médicaux et modifiant l'article 605quater du Code judiciaire, n° 3058/1.

- La commission a décidé de faire qu'un seul rapport pour les deux projets de loi.
- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.
- Un amendement au projet de loi n° 3057 a été déposé par Mme Burgeon et consorts.
- La discussion a été clôturée.
- L'amendement a été adopté.
- Les articles du projet de loi n° 3047 ont successivement été adoptés.
- Le projet de loi, tel qu'amendé et y compris les corrections linguistiques et techniques, a été adopté à l'unanimité.
- Les articles du projet de loi n° 3058 ont successivement été adoptés.
- Le projet de loi a, y compris les corrections linguistiques et techniques, été adopté à l'unanimité.

Prochaine réunion : mercredi 6 novembre 2013.

Questions européennes

COMITÉ FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (S)

➤ **MERCREDI 23 OCTOBRE 2013**

Exposé du Premier ministre sur l'ordre du jour du Conseil européen des Chefs d'État ou de gouvernement des 24-25 octobre 2013 à Bruxelles.

- Après l'exposé du premier ministre un échange de vues a eu lieu.

Crise financière

COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE

Président : M. Herman De Croo

➤ **MERCREDI 23 OCTOBRE 2013**

Échange de vues avec le ministre des Finances.

(Rapporteurs : Mme Christiane Vienne et MM. Philippe Goffin et Jenne De Potter).

- Le ministre des Finances a fait un exposé. Il a ensuite répondu aux questions de Mmes Christiane Vienne et Barbara Pas et de MM. Georges Gilkinet, Bruno Tuybens, Peter Dedecker, Jean-Marie Dedecker et Herman De Croo.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ JEUDI 24 OCTOBRE 2013

Projet de loi modifiant l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et adaptant les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail qui concernent la déclaration préalable de l'enregistrement des présences concernant les chantiers temporaires ou mobiles, n° 3053/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de dispositifs médicaux, n° 3057/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 26 octobre 2013 au 3 novembre 2013 inclus.